

Auteur, titre et références du texte :

A. Angot, « Pour des marionnettes », dans *La Province du Maine*, 1895 p. 294-297.

Mis en ligne par :

Archives départementales de la Mayenne
6 place des Archives — 53000 LAVAL, France
archives@cg53.fr

Date de première mise en ligne : 9 avril 2007.

Référence : FR-AD53-BN-0042

Texte relu par :

J. Baignard
d'après un exemplaire conservé aux
Archives départementales de la Mayenne
(cote : BC 76 \1895 \3).

D'autres textes sont disponibles

sur le site des Archives de la Mayenne :
<http://www.lamayenne.fr>

POUR DES MARIONNETTES

Les marionnettes, à l'origine, ne s'adressaient pas aux enfants et elles avaient une assez méchante réputation. Il devait en être ainsi. Ces personnages liliputiens, irresponsables par nature et dont les rôles sont improvisés par le metteur en scène qui modifie son thème suivant l'inspiration et les circonstances, se permettaient des licences qui n'atteignaient pas que la grammaire, des satyres qui égratignaient bien des choses respectables et cherchaient le succès en provoquant le rire au préjudice de la vertu bien plutôt qu'au dépens du vice.

Bossuet ne jugea pas inutile de fulminer contre ces théâtres : « Je vous prie, dit-il, d'empêcher les marionnettes, où les discours impurs portent au mal ». Evidemment c'est des marionnettes licenciées et non de celles qui feront longtemps encore la joie des enfants qu'il sera question dans l'incident qu'on va lire. Il n'en est pas moins curieux de voir ces acteurs minuscules et sans vie mettre en mouvement tant de graves personnages.

En 1724, un bateleur qui possédait un théâtre de marionnettes eut le dessein de faire voyager sa troupe en province et d'offrir ce genre de distraction aux habitants de Laval, à l'occasion de la foire célèbre de l'Angevine. Avant de confier ses acteurs à la diligence, soigneusement empaquetés dans leur caisse, et de s'acheminer lui-même vers la capitale du Bas-Maine, prévoyant quelques difficultés, il eut soin de se munir d'une autorisation de M. de Froulay, qui était alors lieutenant du roi au pays de Laval.

Fort de cette permission, il monta sa baraque sur le pavé de la place, revit son répertoire et se disposa à la première représentation. Mais il avait compté sans les autorités locales, moins libérales que le seigneur de Froulay.

La judicature du comté, primitivement concentrée dans les mains d'un juge ordinaire civil, criminel et de police, était divisée alors en deux tribunaux, dont l'un retenait les procès criminels, l'autre étendant sa juridiction sur les délits d'autre nature. C'est au lieutenant de police qu'eut affaire le bateleur qui se vit interdire, de par la loi, toute exhibition de ses artistes en carton.

Troublé dans ce qu'il regardait comme son droit, notre homme se plaignit à M. de Froulay, son protecteur, qui habitait alors, à quelques lieues de là, son château de Montflaux et qui jouissait de la réputation d'un seigneur peu commode. De fait, le

lieutenant du roi trouva que les officiers du comte de Laval étaient vraiment bien scrupuleux et surtout qu'ils ne tenaient guère compte de ses ordres. Il manda à comparaître devant lui le lieutenant de police. Le voyage n'était pas long, mais la perspective de la réception qui l'attendait ne parut pas engageante pour l'intimé qui préféra en référer à son seigneur et maître le comte de Laval, monseigneur Charles-René-Armand de La Trémoille, le priant de prendre en main la cause de ses officiers et de défendre ses propres intérêts. Voilà déjà de grands personnages coalisés contre les marionnettes. On ne jugea pas pourtant que ce fut assez pour tenir tête à leurs défenseurs, car le seigneur de Laval, ou son tuteur, le prince de Talmont, voulurent porter le conflit devant le ministre secrétaire d'Etat. Louis Philippeaux, comte de Saint-Florentin, marquis de La Vrillière, remplissait alors cette fonction et ne dédaigna pas de se prononcer sur le cas en litige. Il jugea que M. de Froulay n'avait aucun droit de se mêler de la police et blâma son procédé. La lettre de M. de La Trémoille qui annonçait cette décision au juge de Laval donna à celui-ci une assurance suffisante pour lui permettre d'agir contre le bateleur. Le pauvre homme fut emprisonné, condamné à une amende qu'il dut payer et fut obligé de se retirer au plus tôt.

La troupe des marionnettes était en déroute ; mais la lutte n'en continua pas moins entre les puissants personnages qu'elles avaient si bien animés les uns contre les autres. Le seigneur de Montflaux ne se considéra pas comme battu et, en face des influences redoutables qu'on lui opposait, il eut recours lui-même à son supérieur hiérarchique, M. de Fervaques, gouverneur du pays de Laval, dont il n'était que le lieutenant. Celui-ci ne pouvait faire moins que d'affirmer son autorité et de soutenir son subalterne ; il décida qu'il leur appartenait, à eux deux, de donner des permissions aux bateleurs et que les officiers de police étaient obligés de les agréer, et n'avaient que le droit de veiller sur leur conduite et d'empêcher qu'ils fissent rien contre le bien public.

Quelle va être la solution ? Comment vont se passer tous ces troubles et se régler tous ces différents ?

Outre la réponse faite par lui à M. le prince de Talmont, le ministre en avait fait une autre au lieutenant de police de Laval et il semblait approuver sa conduite, disant que c'était à lui d'approuver ou d'interdire les représentations des forains qui venaient exhiber leurs spectacles aux foires de la cité, et appliquait spécialement cette décision aux bateleurs qui faisaient voir et jouer les marionnettes. Pourtant il ajoutait que les égards dus à un gouverneur nommé par le roi lui faisaient une obligation d'aller trouver M. de Froulay lorsqu'il le lui avait mandé, et que, ne l'ayant pas fait alors, il lui conseillait de s'acquitter de cette démarche.

Ce conseil était un ordre, d'autant plus que l'humble magistrat savait que le châtelain de Montflaux était prévenu de cette quasi-injonction du ministre.

Il fit donc acte de résignation, reçut les encouragements de ses compatriotes et de ses collègues qui l'assurèrent de leur sympathie, et, emportant dans sa conscience le témoignage qu'il agissait pour le soutien des droits de la magistrature lavalloise, se faisant même un point d'honneur d'affronter sans faiblesse la colère d'un seigneur qu'on lui représentait comme hautain et surtout prévenu, il s'achemina vers le château seigneurial dont on voit encore la majestueuse architecture sur la route de Saint-Denis-de-Gastines à Carelles.

Pour l'intérêt du récit il me faudrait ici avoir à exposer un dénouement dramatique : le brave bourgeois, par exemple, reçu au passage du pont-levis par des laquais bien armés qui, après une bastonnade en règle, le jetteraient dans les douves profondes pour y prendre un bain trop rafraîchissant, car la visite avait lieu au mois de décembre, et cela sous les yeux du marquis de Froulay encourageant ses hommes du haut de son perron. Mais non, tout se passa plus humainement. Le lieutenant du roi ne fut violent qu'en paroles, et le lieutenant de police sortit de l'entrevue avec tous ses membres sains et saufs, fier d'avoir maintenu les privilèges du tribunal de police. Des marionnettes qui avaient été les premiers moteurs de toute cette querelle, qui avaient jeté le trouble dans de si hautes régions et jusqu'au seuil du palais royal, il ne fut même pas question. Si

elles revinrent à Laval aux Angevines suivantes, elles durent se pourvoir auprès de toutes les juridictions compétentes¹.

A. ANGOT.

¹ Bibliothèque de Laval, *fonds Couanier*, Mss de Th. Pichot de La Graverie. — *Marionnette*, altération de *Mariolette*, est un diminutif de *Mariole*, nom qu'on donnait autrefois à de petites figures de la vierge *Marie* et par extension à toute autre figure de saint. Voir Du Cange (*Mariola*), La Curne de Sainte-Palaye et Littré.